

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 49

13 août 2003

Sommaire

Arrêté ministériel du 4 juillet 2003 conférant le titre de « collaborateur scientifique » à des personnes coopérant au Musée National d'Histoire Naturelle	788
Communiqué du Ministère du Travail et de l'Emploi concernant le niveau du salaire social minimum à partir du 1 ^{er} août 2003	789
Comptes annuels pour l'exercice 2002 du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	789
Consulats – Nominations	789
Experts, traducteurs et interprètes désignés en application de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes (91 ^e liste)	790
Fonds National de Soutien à la Production Audiovisuelle - Etablissement Public – Etats financiers au 31 décembre 2002 et Annexe	792
Huissiers de justice – Nomination – Vacance de poste	795
Indigénat – Options.	795
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes – Agréments.	796
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées – Agréments	797
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes handicapées – Agréments.	798
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agréments.	799
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Examen-concours du mois de juillet 2003	799
Relations extérieures – Remise de lettres de créance.	800
Santé – Art de guérir – Pharmaciens.	800
Tableau des Professionnels du Secteur Financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier – Complément N° 2	801

Arrêté ministériel du 4 juillet 2003 conférant le titre de «collaborateur scientifique» à des personnes coopérant au Musée national d'histoire naturelle.

La Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Vu l'article 6 du règlement grand-ducal du 10 novembre 1982 portant création de Centres de Recherche Scientifique auprès du Musée national d'histoire naturelle et auprès du Musée national d'histoire et d'art;

Sur proposition de Monsieur le Directeur du Musée national d'histoire naturelle;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le titre de «collaborateur scientifique» au Musée national d'histoire naturelle est conféré aux personnes suivantes:

Nom et prénom:	adresse:	section scientifique:
ARENDT Paul	42 route de Luxembourg L-6916 ROODT/SYRE	zoologie
BIRASCHI Laurent	8A rue la Croix St. Pierre L-4804 RODANGE	anthropologie
CELLINA Sandra	26 rue du Parc L-3542 DUDELANGE	anthropologie
CONTRERAS CODECIDO Teddy	10 rue des Jardins L-7232 BERELDANGE	paléontologie
DENIS Charles	23 rue Saint Maur B-4000 LIEGE	géophysique/astrophysique
DETAILLE Jean	42 rue de la Joncquière B-5020 CHAMPION	géologie/minéralogie
EVERAERTS Michel	10 avenue Reine Fabiola B-4802 HEUSY	géologie/minéralogie
FELTEN Claudine	43 rue Hollerbach L-6370 HOLLER	écologie
GARNIER-DELCOURT Marie	28 rue Edison L-3462 DUDELANGE	botanique
GOEDERT Christine	32 rue de Montmédy L-2164 LUXEMBOURG	zoologie
GRIZ Lucianna	135 rue Michel Lentz L-3251 BETTEMBOURG	botanique
HANSEN Claude	25 rte de Diekirch L-6590 WEILERBACH	écologie
HERAULT Bruno	157 avenue de Longwy B-6700 ARLON	écologie
HOEFLER Joseph	44, rue Nicolas Margue L-4979 FINGIG	géologie/minéralogie
HOURLAY Frederic	24 rue de Hotchamps B-4141 LOUVERGNE	anthropologie
KIES Antoine	24 rue de Canach L-5353 OETRANGE	géophysique/astrophysique
KONTER André	45 rue des Romains L-6478 ECHTERNACH	anthropologie
LEIDERITZ Peter	Fischertstr. 2 D-41462 NEUSS	zoologie
MARX Marie-Claude	7 rue des Sacrifiés L-8256 GARNICH	botanique
MULLENBORN Stephan	26 Paulinstraße D-54292 TRIER	écologie
NEU Peter J.	2 Rot-Kreuz-Straße L-54634 BITBURG	zoologie
RANKI Timo	23 rue Lucien Wercollier L-8156 BRIDEL	zoologie
SCHANCK Mireille	Maison 110 A L-9684 SCHIMPACH	écologie
SCHAUL Claude	2 rue Haart L-9017 ETTTELBRUCK	anthropologie
SCHEER Anne	3 rue de la Montagne L-8398 ROODT/EISCH	botanique
SCHEUER Mariette	169 rue P. Krier L-1880 Luxembourg	botanique
STEINBACH Corinne	27 rue de Bettembourg L-3320 BIVANGE	botanique
STOMP Norbert	3 rue Louis Deny L-1414 LUXEMBOURG	zoologie
THOEN Daniel	185 avenue de Longwy B-6700 ARLON	botanique
VAN EERDENBRUGH Bruno	rue Bassenga B-4000 LIEGE	géologie/minéralogie
WELSCHBILLIG Nora	6 place Boltgen L-4044 ESCH/ALZETTE	écologie
WOLFF Frank	135 rue Michel Lentz L-3251 BETTEMBOURG	anthropologie

Art. 2. Le mandat de collaborateur scientifique est exercé à titre bénévole et est limité à trois ans. Il pourra être renouvelé.

Art. 3. Le présent arrêté sera transmis aux intéressés pour leur servir de titre.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 4 juillet 2003.

*Ministre de la Culture,
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche,*

Erna Hennicot-Schoepges

Communiqué du Ministère du Travail et de l'Emploi concernant le niveau du salaire social minimum à partir du 1^{er} août 2003.

En application des dispositions de l'article 3 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, les montants du salaire social minimum sont adaptés à la cote d'application 620,75 à partir du 1^{er} août 2003.

Le niveau du salaire social minimum correspondant à la cote d'application 620,75 de l'échelle mobile des salaires est fixé comme suit à partir de cette date:

(226,01.- à l'indice 100)

Age	Taux Mensuel	Taux Horaire
à partir de 18 ans accomplis	1.402,96	8,1096
de 17 à 18 ans	1.122,37	6,4877
de 15 à 17 ans	1.052,22	6,0822

Salaire social minimum pour travailleurs qualifiés

Le niveau du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés au sens des dispositions de l'article 4 modifié de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum est fixé à 1.683,55 Euro par mois à partir du 1^{er} août 2003.

Peut prétendre au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés:

1. le salarié qui exerce une profession comportant une qualification professionnelle usuellement acquise par un enseignement ou une formation sanctionnée par un certificat officiel. Sont à considérer comme certificats officiels, les certificats reconnus par l'Etat luxembourgeois et qui sont au moins du niveau du certificat d'aptitude technique et professionnelle (CATP) de l'enseignement secondaire technique. L'équivalence des certificats qui sont au moins du niveau du certificat d'aptitude technique et professionnelle est reconnue par le Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports sur avis du Ministre du Travail et de l'Emploi.
Toute condition de pratique professionnelle antérieure est supprimée depuis le 1^{er} avril 1986 pour l'attribution du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés;
2. le détenteur du certificat de capacité manuelle (CCM) justifiant d'une pratique d'au moins deux années dans le métier dans lequel le certificat a été délivré;
3. le détenteur du certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) justifiant d'une pratique d'au moins cinq années dans le métier ou la profession dans lesquels le certificat a été délivré.
4. à défaut de certificat, le travailleur justifiant d'une pratique professionnelle minimale de dix années;
5. lorsque l'apprentissage d'une profession n'est pas acquis par la voie d'une formation sanctionnée par la délivrance d'un certificat officiel, la loi subordonne l'acquisition du bénéfice de la qualité de travailleur qualifié à une formation d'ordre pratique acquise par l'exercice durant une période minimale de six années de métier exigeant une certaine capacité technique.

Luxembourg, le 29 juillet 2003.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
François Biltgen

Comptes annuels pour l'exercice 2002 du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle. – Décharge. – Sur proposition de M. le Premier Ministre, le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 6 juin 2002, a décidé d'approuver les comptes de fin d'exercice 2002 du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et d'accorder décharge aux organes du même Fonds. La décision gouvernementale sera publiée au Mémorial.

Consulats. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Monsieur Christophe *Shamukiga* a été nommé aux fonctions de Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Kigali, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur la République Rwandaise.

Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Monsieur Luis Borges *Gagliardini Graça* a été nommé aux fonctions de Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Porto, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur les Districts de Aveiro, Braga, Porto et Ponte de Lima.

Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Monsieur Magalhaes *Saraiva de Aguilar* a été nommé aux fonctions de Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Vila Real, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur les districts de Bragança, Guarda, Vila Real et Viseu.

**Experts, traducteurs et interprètes désignés en application de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes et complétant les dispositions légales relatives à l'assermentation des experts, traducteurs et interprètes.
(91^e liste)**

Suite à l'arrêté ministériel du 17 juin 2003 portant en matière répressive et administrative, désignation d'experts, de traducteurs et d'interprètes, les personnes suivantes ayant prêté serment devant la chambre civile de la Cour Supérieure de Justice en date du 8 juillet 2003 ont été inscrites sur la liste des experts, traducteurs et interprètes:

I) liste des experts:

- dans la branche médicale

médecine dentaire

Monsieur Dominique CHAMPEVAL, 50, rue de Luxembourg, L-4760 Pétange

médecine interne

Monsieur André HEISBOURG, 19, rue Pierre Ahnen, L-5813 Fentange

psychiatrie

Madame Josette VOLPILLIERE, 20, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

médecine du travail

Monsieur André HEISBOURG, 19, rue Pierre Ahnen, L-5813 Fentange

- dans la branche psychologie

Madame Catherine VERDIER, 33, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

spécialité: psychologie de l'enfance et de l'adolescence

- dans la branche automobile

Monsieur Marcel SEYLER, 38, rue Grande-Duchesse Charlotte, L-4995 Schouweiler

- dans la branche bâtiment, génie civil et construction

Monsieur Joachim DAUM, 4, rue Victor Prost, L-6758 Grevenmacher

Monsieur Jean-Pierre WEYRICH, 16, rue de Limpach, L-3932 Mondercange

spécialité: évaluation de biens immobiliers et de surfaces agricoles ou forestières

Monsieur Rudolf MARTZ, 15, rue Würth-Paquet, L-2737 Luxembourg

spécialités: évaluation des dommages
expertise en bâtiment

Monsieur Hubert MUSTY, 13, rue Barthel, L-7212 Béréldange

Monsieur Georges OMES, 26, rue de la Chapelle, L-8824 Perlé

Monsieur Christophe PEZZI, 2, rue des Champs, L-8218 Mamer

spécialités: canalisations intérieures et infiltrations des eaux
évaluations immobilières
incendies

Monsieur Roger PINNEL, 14, rue des Fleurs, L-7681 Waldbillig

spécialité: évaluation d'immeubles et de terrains

Monsieur Marc SANTOLINI, 14, rue de la Jeunesse sacrifiée, L-5863 Hesperange

spécialités: charpente métallique
maçonnerie
ouvrages structures béton armé

Monsieur Alphonse SCHILL, 13, rue Barthel, L-7212 Béréldange

Monsieur Hubert SCHMITZ, Zone Artisanale et Commerciale, L-6131 Junglinster

- dans la branche environnement, urbanisme et protection de la nature

Madame Julia ENGELS, 2, rue du Cimetière, L-7313 Heisdorf

spécialités: soins aux arbres
sylviculture

Monsieur Jacques MERSCH, 96, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

spécialité: interface environnement-santé

Monsieur Emmanuel PFEIFFENSCHNEIDER, 19, Cité Grand-Duc Jean, L-7233 Béréldange

- dans la branche artisanale

menuiserie

Monsieur Armand DOSTERT, 13, rue de Rochefort, L-2431 Luxembourg

maçon

Monsieur Romain HEIRENS, 66, rue Principale, L-9370 Gilsdorf

- dans la branche comptabilité, fiscalité, économie, commerce et finances

Monsieur Pierre-Paul BOEGEN, 18-20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg

Monsieur Marc KOPPE, 7A, zone d'activité am Brill, L-3961 Ehlang-sur-Mess

spécialités: analyse financière
calcul et gestion des salaires
expertise comptable et gestion d'entreprise
gestion hospitalière

Monsieur Marcel STEPHANY, 23, cité Aline Mayrisch, L-7268 Béréldange

Monsieur Philippe WELSCHEN, 20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg

spécialité: finance

- dans la branche électro-mécanique

Monsieur François MULHEIMS, 2, rue Belair, L-3216 Bettembourg

spécialités: chauffage
climatisation
sanitaire et électricité
ventilation

Monsieur Antoine REDING, 65, route d'Arlon, L-8310 Capellen

spécialités: chauffage
climatisation
sanitaire
ventilation

Monsieur Jan SCHROEDER, 107, rue Laurent Menager, L-2143 Luxembourg

spécialités: électrotechnique et génie technique

- dans la branche divers

Monsieur Jean DONIO, 4, rue Michel Rodange, L-5652 Mondorf-les-Bains

spécialité: informatique

Monsieur Roger PINNEL, 14, rue des Fleurs, L-7681 Waldbillig

spécialité: évaluations de bétail bovin et porcin

II) liste des traducteurs et interprètes

Madame Catherine SIMON, 32, rue des Romains, L-6478 Echternach

langues: espagnol
français

Madame Nathalie Piera VIENI, 9, rue Marie Adélaïde, L-4757 Pétange

langues: anglais
espagnol

Monsieur Nuno COSTA DE FIGUEIREDO, 16a, Roude Wee, L-8264 Mamer

langues: allemand
espagnol

Monsieur Philippe GEORGES, 23, rue Mathias Koener, L-4174 Esch-sur-Alzette

langues: allemand
anglais

Madame Danuta STYPULA, 23, rue Paul Medinger, L-2142 Luxembourg

langues: français
polonais

Monsieur Patrick WILWERT, 1, rue Nicolas Brücher, L-5692 Elvange

langues: allemand
anglais
danois
français

Madame Stavroula ZANNIA, 84, rue de Trèves, L-2633 Senningerberg

langues: anglais
français
grec

**FONDS NATIONAL DE SOUTIEN A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE
ETABLISSEMENT PUBLIC**

Etats Financiers au 31 décembre 2002 et ANNEXE.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2002

(Montants exprimés en)

		31.12.2002	31.12.2001			31.12.2002	31.12.2001
ACTIF	Notes			PASSIF	Notes		
ACTIF IMMOBILISE	2.1			CAPITAUX PROPRES	2.3		
Immobilisations incorporelles		130.779,16	172.754,37	Résultats reportés		290.427,52	268.439,31
Immobilisations corporelles		<u>40.661,92</u>	<u>30.778,39</u>	Résultat de l'exercice		<u>112.305,11</u>	<u>21.988,21</u>
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		<u>171.441,08</u>	<u>203.532,76</u>	TOTAL CAPITAUX PROPRES		<u>402.732,63</u>	<u>290.427,52</u>
				SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	2.5	<u>171.441,08</u>	<u>203.532,76</u>
ACTIF CIRCULANT				PROVISIONS POUR RISQUES			
CREANCES	2.2			ET CHARGES	2.4	-	-
Créances résultant de ventes et de prestations de services		-	2.525,32				
Aides financières sélectives à récupérer	2.6 et 3	-	-	DETTES			
Autres créances		<u>47.478,07</u>	<u>138.129,17</u>	Dettes sur achats et prestations de services		54.153,95	17.571,98
		<u>47.478,07</u>	<u>140.654,49</u>	Dettes fiscales et au titre de sécurité sociale		47.521,37	33.240,66
				Dettes relatives aux aides financières sélectives accordées	2.6	2.764.902,41	2.317.726,77
AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE		<u>3.441.263,86</u>	<u>2.663.508,51</u>	Autres dettes		<u>110.550,58</u>	<u>93.853,08</u>
TOTAL ACTIF CIRCULANT		<u>3.488.741,93</u>	<u>2.804.163,00</u>	TOTAL AUTRES DETTES		<u>2.977.128,31</u>	<u>2.462.392,49</u>
COMPTE DE REGULARISATION		<u>2.166,18</u>	<u>3.436,84</u>	COMPTE DE REGULARISATION	2.5	<u>111.047,17</u>	<u>54.779,83</u>
TOTAL ACTIF		<u><u>3.662.349,19</u></u>	<u><u>3.011.132,60</u></u>	TOTAL PASSIF		<u><u>3.662.349,19</u></u>	<u><u>3.011.132,60</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2002

(Montants exprimés en)

		<u>31.12.2002</u>	<u>31.12.2001</u>
	Notes		
RESULTAT BRUT	4	227.144,19	152.076,48
Rémunérations et charges sociales		-209.878,97	-189.303,67
Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		-69.970,29	-44.739,53
Subventions d'investissements		31.928,21	-27.524,93
Autres intérêts et produits assimilés		<u>133.081,97</u>	<u>131.479,85</u>
RESULTAT DE L'EXERCICE		<u>112.305,11</u>	<u>21.988,21</u>

Les notes font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2002

NOTE 1: GENERALITES

Le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (ci-après le «Fonds») a été créé par la loi du 11 avril 1990. Son statut a été modifié par la loi du 24 décembre 1998. Il s'agit d'un établissement public doté de la personnalité juridique.

L'exercice social débute le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Le Fonds a pour mission de promouvoir la création cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg et d'encourager la production, la coproduction et la distribution d'œuvres dans ce domaine.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Pour mener à bien ses activités, le Fonds dispose notamment des ressources suivantes:

- des recettes pour prestations fournies;
- une contribution financière annuelle provenant du budget des recettes et des dépenses de l'Etat et attribuée sur base du programme d'activités présenté par le Fonds;
- des remboursements des aides financières sélectives;
- des contributions financières provenant du budget des recettes & des dépenses d'Etat et réservées à l'exécution de projets déterminés ayant fait l'objet d'une convention préalable entre le gouvernement et le Fonds;
- de dons et legs en espèces et en nature.

NOTE 2: PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises, et aux pratiques comptables généralement admises.

2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée estimée d'utilisation de:

Logiciel informatique:	25%
Matériel informatique:	25%
Mobilier:	10%
Matériel de bureau:	20% - 33%
Matériel d'exploitation:	25%

2.2. Créances

Ces postes sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Des corrections de valeur spécifiques sont opérées le cas échéant pour ramener les créances à leur valeur présumée de réalisation. Voir aussi la section 2.6. Aides financières sélectives.

2.3. Fonds propres

Les fonds excédentaires de l'exercice en cours sont reportés à l'exercice suivant.

2.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir des pertes ou dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à la date de leur survenance.

2.5. Contributions financières

Les contributions financières sont enregistrées comme produits en compte de profits et pertes quand elles sont reçues ou à recevoir sauf dans les cas suivants:

- Les contributions ayant comme but le financement de l'acquisition d'actifs immobilisés sont différées sous le poste «subventions d'investissements» au passif du bilan et amorties en compte de profits et pertes sur la durée de vie des immobilisations auxquelles elles se rapportent.
- Les contributions financières servant à financer des charges d'exploitation dans une période future sont différées sous le poste «Compte de régularisation» au passif du bilan et reconnues comme produits dans la période future au cours de laquelle elles vont servir à ce financement;

2.6. Aides financières sélectives

Selon l'article 7 du règlement grand-ducal du 16 mars 1999 portant exécution de la loi modifiée du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, les aides financières sélectives sont en principe intégralement remboursables, sauf décision contraire du Conseil d'administration du Fonds.

Sous la rubrique «Autres dettes» figure la valeur résiduelle à payer sur les aides financières sélectives pour lesquelles le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a pris un engagement d'intervention.

Avant le 1^{er} janvier 1999, les engagements du Fonds étaient actés en comptabilité au moment de la signature d'une convention. Les aides financières sélectives étaient enregistrées directement sous un compte de charges «Aides financières sélectives».

A partir du 1^{er} janvier 1999, les engagements du Fonds sont actés en comptabilité dès la prise de décision par le Conseil d'administration. Les aides financières sélectives approuvées à partir du 1^{er} janvier 1999, et les versements effectués à partir du 1^{er} janvier 1999 relatives aux aides financières sélectives accordées avant le 1^{er} janvier 1999 sont enregistrées sous le poste «Autres créances – Aides financières sélectives».

Au regard de l'expérience du passé quant au recouvrement de ces aides, et par principe de prudence, une provision pour risque de non recouvrement est enregistrée pour la totalité du montant se trouvant sous le poste «Autres créances – Aides financières sélectives».

2.7. Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes du Fonds sont tenus en Euros () et les comptes annuels sont établis dans la même devise.

A la date de la clôture:

- les postes de l'actif exprimés dans une autre devise que les devises EURO-in sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan;
- les postes de passif exprimés dans une autre devise que les devises EURO-in sont valorisés individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges en devises autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs luxembourgeois au cours de change en vigueur à la date des opérations. Ainsi seuls sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés.

2.8. Impôts

Suivant l'article 19 de la loi du 24 décembre 1998, le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et des communes, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée en amont sur les opérations autres que celles relatives au circuit de distribution de cassettes vidéo «Films made in Luxembourg» n'est pas récupérable et est inscrite en compte de profits et pertes.

NOTE 3: AIDES FINANCIERES SELECTIVES A RECUPERER

Au 31 décembre 2002 et 2001, le détail du poste «aides financières sélectives à récupérer» s'établit comme suit:

3.1. Aides financières sélectives approuvées à partir du 1^{er} janvier 1999

Situation au 01.01.2002	5.538.132,91
Nouveaux engagements en 2002	3.881.591,29
Reprises des engagements en 2002	-145.751,20
Remboursements des avances sur recettes en 2002	<u>-97.714,20</u>
Situation au 31.12.2002	9.176.258,80
Provision pour risque de non recouvrement (en référence à la Section 2.6	
Aides financières sélectives)	<u>-9.176.258,80</u>
Solde au 31 décembre 2002	<u>0,00</u>

NOTE 3: AIDES FINANCIERES SELECTIVES A RECUPERER (SUITE)

3.2. Versements effectués à partir du 1^{er} janvier 1999 relatives aux aides financières sélectives accordées avant le 1^{er} janvier 1999

Situation au 01.01.2002	<u>865.087,72</u>
Reprises des engagements en 2002	0,00
Remboursements des avances sur recettes en 2002	0,00
Créances irrécupérables en 2002	<u>-9.129,82</u>
Situation au 31.12.2002	<u>855.957,90</u>
Provision pour risque de non recouvrement (en référence à la Section 2.6	
Aides financières sélectives)	<u>-855.957,90</u>
Solde au 31 décembre 2002	<u>0,00</u>

NOTE 4: RESULTAT BRUT

Le résultat brut se décompose comme suit:

	<u>31.12.2002</u>	<u>31.12.2001</u>
Ressources d'exploitation	4.758.096,71	2.879.432,02
Aides financières sélectives	-3.881.591,29	-2.287.305,37
Subsides & aides diverses	-316.098,09	-179.733,91
Autres charges	-333.263,14	-260.316,26
Résultat brut	<u>227.144,19</u>	<u>152.076,48</u>

Huissiers de justice. – Nomination. – Vacance de poste. – Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2003, Monsieur Camille FABER, huissier de justice à Esch-sur-Alzette, a été nommé huissier de justice à Luxembourg.

Pour le poste d'huissier de justice vacant à Esch-sur-Alzette, les demandes sont à faire parvenir au Ministère de la Justice dans le délai de deux semaines à partir de la présente publication. Les demandes doivent être accompagnées d'une notice biographique indiquant notamment les dates d'examen et les postes déjà occupés.

Indigénat.

(Publication prescrite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise)

Options

– Par déclaration d'option faite le 12.12.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bettembourg, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CARDOSO ESTANQUEIRO Marco Antonio, né le 10.09.1978 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Bettembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 30.04.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénoms de ESTANQUEIRO Marco Antonio.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par déclaration d'option faite le 23.02.1989 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame CHOWDHURY Rebeka, née le 10.09.1955 à Chittagong (Bangladesh), demeurant à Mersch, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 19.12.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Dudelange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame EWANGO TESONGO Marie, née le 14.06.1970 à Okako-Letshu (R. D. du Congo), demeurant à Troisvierges, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 10.06.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de TESONGO Marie.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

– Par déclaration d'option faite le 27.03.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Erpeldange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur FORTES Valdemar do Rosario, né le 14.10.1967 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Diekirch, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 14.03.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur GRUBESIC Robert, né le 19.06.1968 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 27.12.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur LINDNER Jan, né le 01.09.1982 à Köln (Allemagne), demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 15.03.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MICHEL Huguette Lucienne, née le 30.07.1936 à Athus (Belgique), demeurant à Lamadelaine, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 07.03.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame PASSETTI Marylin Claudia, née le 31.08.1980 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 21.11.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Dudelange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur SAMPAIO FAVITA Steve, né le 17.10.1982 à Dudelange, demeurant à Dudelange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration d'option faite le 18.08.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Steinsel, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur ZIVKOVIC Miro, né le 06.09.1966 à Derventa (Yougoslavie), demeurant à Mullendorf, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse – Centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes – Agréments. – Par arrêté ministériel du 13 mars 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Caritas - Jeunes et Familles asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «foyer d'accueil et de dépannage» à l'adresse 6, rue du Couvent, L-3717 Rumelange.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro EF/CA/02/002.

Par arrêté ministériel du 13 mars 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Caritas - Jeunes et Familles asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique» à l'adresse 481, route de Longwy, L-1941 Luxembourg.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/003.

Par arrêté ministériel du 2 avril 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Maison de la Porte Ouverte», ayant son siège à Luxembourg, 2, rue du Fort Elisabeth, pour l'exercice de l'activité de «foyer d'accueil et de dépannage» à l'adresse 48, boulevard Patton, L-2316 Luxembourg.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/02/004.

Par arrêté ministériel du 3 avril 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Maison de la Porte Ouverte», ayant son siège à Luxembourg, 2, rue du Fort Elisabeth, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique» à l'adresse 16, rue du Golf, L-1638 Senningerberg.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/006.

Par arrêté ministériel du 3 avril 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Maison de la Porte Ouverte», ayant son siège à Luxembourg, 2, rue du Fort Elisabeth, pour l'exercice de l'activité de «foyer d'accueil et de dépannage» à l'adresse 17 a, rue des Grottes, L-1644 Luxembourg-Eich.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro EF/CA/02/003.

Par arrêté ministériel du 3 avril 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Maison de la Porte Ouverte», ayant son siège à Luxembourg, 2, rue du Fort Elisabeth, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique» à l'adresse 48, boulevard Patton, L-2316 Luxembourg.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/005.

Par arrêté ministériel du 17 avril 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Clara Fey asbl», ayant son siège à Echternach, 10, rue Ste Claire, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique» à l'adresse 8, rue de l'Hôpital, L-6448 Echternach.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/007.

Par arrêté ministériel du 17 juin 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Pro Familia», ayant son siège à 5, route de Zoufftgen, L-3598 Dudelange, pour l'exercice de l'activité de «foyer d'accueil et de dépannage» à l'adresse 5, route de Zoufftgen, L-3598 Dudelange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/02/001.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Services pour personnes âgées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 28 mars 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Ville d'Ettelbruck», ayant son siège à «Place de l'Hôtel de Ville», L-9082 Ettelbruck, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse «Place de l'Hôtel de Ville», L-9082 Ettelbruck.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/01/07/036.

Par arrêté ministériel du 12 juin 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Commune de Bettembourg», ayant son siège à Bettembourg, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse «Château de Bettembourg» à Bettembourg.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/03/07/047.

Par arrêté ministériel du 12 juin 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Administration communale de Junglinster», ayant son siège à Junglinster, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse 2, route d'Echternach, L-6114 Junglinster.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/03/07/048.

Par arrêté ministériel du 27 juin 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Stëftung Hëllef doheem», ayant son siège à 50, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «Um aale Gaart», à l'adresse 26, rue Principale, L-9834 Holzthum.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/02/04/033.

Par arrêté ministériel du 30 juin 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Administration communale de Bettendorf» ayant son siège à Bettendorf, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse 1, rue Neuve, L-9353 Bettendorf.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/03/07/046.

Par arrêté ministériel du 27 juin 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «Association Luxembourg Alzheimer», ayant son siège à 45, rue Nicolas Hein, L-1050 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «Minettsland», à l'adresse 6, rue de la Fontaine, L-3723 Rumelange.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/02/04/036.

Par arrêté ministériel du 27 juin 2003, l'agrément accordé en date du 12 juillet 2000 pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», à l'adresse 6, rue de la Fontaine, L-3726 Rumelange, est retiré à l'organisme gestionnaire «Minettsland asbl» à partir du 27 juin 2003 pour cause de cessation de l'activité en question.

Par arrêté ministériel du 27 juin 2003, l'agrément accordé en date du 28 mars 2001 pour l'exercice de l'activité de «centre régional d'animation et de guidance», à l'adresse 6, rue de la Fontaine, L-3726 Rumelange, est retiré à l'organisme gestionnaire «Minettsland asbl» à partir du 27 juin 2003 pour cause de cessation de l'activité en question.

Par arrêté ministériel du 03 juillet 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire « Stëftung Hëllef doheem », ayant son siège à 50, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de « centre psycho-gériatrique », appelé « Op der Heed », à l'adresse maison 56, L-9755 Hupperdange.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/00/04/029.

Par arrêté ministériel du 03 juillet 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire « Stëftung Hëllef doheem », ayant son siège à 50, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité d'« activités-senior », appelée « Assistance, Conseil et Soutien », à l'adresse 306, rue de Rollingergrund, L-2441 Luxembourg.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/03/09/005.

Par arrêté ministériel du 03 juillet 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire « Association Luxembourg Alzheimer », ayant son siège à 45, rue Nicolas Hein, L-1050 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité d'« activités-senior », à l'adresse 145, route de Thionville, L-2611 Luxembourg.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/99/09/003.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire « Musel Heem asbl », ayant son siège à 12, rue St Martin, L-6635 Wasserbillig, pour l'exercice de l'activité de « centre régional d'animation et de guidance », appelé « Muselheem », à l'adresse 12, rue St Martin, L-6635 Wasserbillig.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro PA/98/05/007.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément provisoire a été accordé à Madame Nadine ANTONY, ayant son adresse à 1, an der Bierbergricht, L-8612 Pratz, pour l'exercice de l'activité de « logement encadré pour personnes âgées », appelé « Pension de famille Fisch », à l'adresse 1, an der Bierbergricht, L-8612 Pratz.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro PA/99/03/007.

Par arrêté ministériel du 04 juillet 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire « Homes pour personnes âgées de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde asbl », ayant son siège à 19, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de « centre intégré pour personnes âgées », à l'adresse 37, rue de Colmar-Berg, L-7525 Mersch.

L'agrément définitif a été enregistré sous le numéro PA/98/01/004.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 3 juin 2003, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire « Association des Aveugles et Malvoyants du Luxembourg asbl » ayant son siège à L-7540 Berschbach, 47, rue de Luxembourg, pour l'exercice de son activité du service ambulatoire de consultation, d'assistance socio-psychopédagogique et de réadaptation fonctionnelle appelé «Berodung doheem».

L'agrément est enregistré sous le numéro 0219/1.

Par arrêté ministériel du 4 juin 2003, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Ligue HMC - Section de Rédange/Attert» ayant son siège à L-8501 Rédange/Attert, 34A, route de Reichlange, pour l'exercice de son service de formation.

L'agrément est enregistré sous le numéro 0220/1.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire «La Fondation Ligue HMC» ayant son siège à L-8311 Capellen, 82, route d'Arlon, pour le service de communication appelé «Service d'Accompagnement et de Suivi (S.A.S.)», sis à L-1234 Luxembourg, 4, rue M.S. Beving, est limité dans le temps et expire le 15 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0201/9.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 2003, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch-sur-Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Foyer Niederkuere Haus», sis à Niederkorn, 141, avenue de la Liberté.

L'agrément est enregistré sous le numéro 9909/9.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 2003, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch-sur-Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Foyer Patton», sis à Esch-sur-Alzette, 23, rue du Général Patton.

L'agrément est enregistré sous le numéro 9909/10.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 2003, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch-sur-Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Haus um Cents», sis à Luxembourg, 29, rue R. Brouch.

L'agrément est enregistré sous le numéro 9909/13.

Par arrêté ministériel du 15 juillet 2003, l'agrément est accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch-sur-Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Maison Think», sis à Esch-sur-Alzette, 126, bd J.F. Kennedy.

L'agrément est enregistré sous le numéro 9909/14.

Par arrêté ministériel du 14 juillet 2003, pour l'exercice de l'activité du service d'hébergement appelé «Foyer Ste. Elisabeth», sis à Remich, 26, rue Wenckel, l'agrément provisoire daté du 5 juin 2000 accordé à l'asbl Reimecher Heem est maintenu au profit de l'asbl Yolande aux mêmes conditions d'exercice et de durée.

L'agrément provisoire prend fin à la date de l'achèvement des travaux de restructuration mais au plus tard le 5 juin 2005.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9908/1.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch-sur-Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Foyer Klierfer Haus», sis à Clervaux, 10 rue de Marnach, est limité dans le temps et expire le 10 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0209/19.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire «Apemh asbl» ayant son siège à Esch-sur-Alzette au Centre Nossbiere, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Woiwer Haus», sis à Differdange, 16 rue Woiwer, est limité dans le temps et expire le 10 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0309/20.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire établissement public «Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique» ayant son siège à L-9002 Ettelbruck, 17 avenue des Alliés, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Villa Gënzebléi», sis à L-9002, 17 avenue des Alliés, est limité dans le temps et expire le 10 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0218/1.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire établissement public «Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique» ayant son siège à L-9002 Ettelbruck, 17 avenue des Alliés, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Villa Phoenix», sis à Ingeldorf, 1 rue Longchamps, est limité dans le temps et expire le 10 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0218/2.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire établissement public «Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique» ayant son siège à L-9002 Ettelbruck, 17 avenue des Alliés, pour l'exercice de son activité du service d'accueil de jour appelé «Villa Sonneblumm», sis à L-9002 Ettelbruck, 17 avenue des Alliés, est limité dans le temps et expire le 10 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0218/3.

Par arrêté ministériel du 10 juillet 2003, l'agrément accordé à l'organisme gestionnaire établissement public «Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique» ayant son siège à L-9002 Ettelbruck, 17 avenue des Alliés, pour l'exercice de son activité du service d'accueil de jour appelé «Centre de jour», sis à L-9002 Ettelbruck, 17 avenue des Alliés, est limité dans le temps et expire le 10 juillet 2008.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro 0218/4.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 7 juillet 2003 l'agrément a été accordé à la commune du Préizerdaul ayant son siège à L-8606 Bettborn pour l'exercice de l'activité «service d'accueil temporaire» à l'adresse suivante: 3, rue de l'Ecole, L-8606 Bettborn.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 60702003.

Par arrêté ministériel du 7 juillet 2003 l'agrément a été accordé à la commune du Préizerdaul ayant son siège à L-8606 Bettborn pour l'exercice de l'activité «service de restauration scolaire» à l'adresse suivante: 3, rue de l'Ecole, L-8606 Bettborn.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 30702003.

Par arrêté ministériel du 7 juillet 2003 l'agrément a été accordé à la commune du Préizerdaul ayant son siège à L-8606 Bettborn pour l'exercice de l'activité «service d'aide aux devoirs» à l'adresse suivante: 3, rue de l'Ecole, L-8606 Bettborn.

L'agrément a été enregistré sous le numéro 40732003.

Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examen-concours du mois de juillet 2003. – Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que le relevé des postes vacants dans la carrière universitaire publié au Mémorial B 34 du 6 juin 2003 est complété comme suit:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre postes vacants	Formation demandée
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense	plusieurs	Un cycle universitaire complet de quatre années en droit*, économie, sciences politiques, relations internationales ou sciences humaines
Ministère de l'Economie	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en économie
Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en sciences humaines, statistiques, informatique ou économie.
Direction de l'Aviation Civile	1	Un cycle universitaire complet de quatre années en droit*

* Le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois est exigé pour tous les postes pour lesquels une formation en droit est demandée.

Relations extérieures – Remise de lettres de créance:

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Nicolas ECHEVARRIA MESA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Colombie.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Nicolas ECHEVARRIA MESA a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Zeljko JERKIC, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Bosnie et Herzégovine.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Zeljko JERKIC a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Madame Maria Salvadora ORTIZ, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Costa Rica.

A la même occasion Son Excellence Madame Maria Salvadora ORTIZ a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Armando Mateus CADETE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Angola.

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Dr Jaffer Hamed JAFFER, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Yémen.

A la même occasion Son Excellence Dr Jaffer Hamed JAFFER a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Syed Maudud ALI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Populaire du Bangladesh.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Syed Maudud ALI a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Le 10 juillet 2003 Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience, pour la remise de ses lettres de créance, Son Excellence Monsieur Jean-Pierre MUTAMBA TSHAMPANGA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Démocratique du Congo.

A la même occasion Son Excellence Monsieur Jean-Pierre MUTAMBA TSHAMPANGA a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Madame Ellen *Bernhardt-Kurz*, née le 3 octobre 1949, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en psychiatrie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Madame le Dr Elisabeth *Delhalle*, née le 23 décembre 1956, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en dermato-vénéréologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Monsieur le Dr Philippe *Rosoux*, né le 18 septembre 1956, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en radiodiagnostic au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 18 juillet 2003, Monsieur Andreas *Ferber*, né le 4 juin 1962, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en psychiatrie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur le Dr Abou Bekr *MELIANY*, né le 14.7.1956, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine du travail au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur le Dr Bernd *LIESENFELD*, né le 3.9.1964, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine interne au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur le Dr Peter *KESSLER*, né le 30.4.1966, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en dermato-vénéréologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Madame Carola *SCHEPPELE*, née le 3.6.1962, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en psychiatrie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur le Dr Thomas *KLAUKE*, né le 15.6.1967, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en chirurgie plastique au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur Laurent SYBERTZ, né le 15.7.1977, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Santé. – Pharmaciens. – Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur Bernard LHEUREUX, né le 27.5.1957, a été autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Madame Claudia ALTEN, née le 20.3.1968, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2003, Monsieur Udo MARGRAFF, né le 24.1.1968, a été autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Monsieur Johan *Deckmyn*, né le 10 juillet 1970, a été autorisé à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Madame Jennifer *Saffran* ép. Muller, née le 21 mars 1976, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Madame Nathalie *Werner*, née le 19 janvier 1978, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 29 juillet 2003, Andrea *Niessen*, née le 18 avril 1976, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Tableau des Professionnels du Secteur Financier autorisés à exercer leur activité et soumis au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Complément n° 2:

Il y a lieu **d'ajouter** au tableau arrêté au 31 décembre 2002 et publié au Mémorial B n° 7 du 30 janvier 2003 sous:

Catégorie: Distributeurs de parts d'OPC (article 24 D)

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.,
11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg

ALTERNATIVE LEADERS S.A.,
1, rue du Saint Esprit, L-1475 Luxembourg

Catégorie: Domiciliataires de sociétés (article 28-1)

LGT TRUST & CONSULTING S.A.,
3, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Il y a lieu **de modifier** au tableau arrêté au 31 décembre 2002 et publié au Mémorial B n° 7 du 30 janvier 2003 sous:

Catégorie: Gérant de fortunes (article 24 B)

- l'adresse de l'établissement suivant:
CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.,
23, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg

Catégorie: Distributeurs de parts d'OPC (article 24 D)

- l'adresse de l'établissement suivant:
CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.,
23, route d'Arlon, L-8009 Luxembourg

Catégorie: Domiciliataires de sociétés (article 28-1)

- l'adresse de l'établissement suivant:
A.L.T. MANAGEMENT S.A.,
57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Il y a lieu **de retirer** du tableau arrêté au 31 décembre 2002 et publié au Mémorial B n° 7 du 30 janvier 2003 sous:

Catégorie: Commissionnaires (article 24 A)

EUROBLIG, COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE D'INTERMEDIATION,
41, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

LISSA-LUXEMBOURG INVESTMENT STRATEGIES S.A.,
120, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg

Catégorie: Gérant de fortunes (article 24 B)

DEGROOF, THIERRY, PORTABELLA & ASSOCIES S.A.,
31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg

Catégorie: Distributeurs de parts d'OPC (article 24 D)

DEGROOF, THIERRY, PORTABELLA & ASSOCIES S.A.,
31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg

BNP PARIBAS FUND ADMINISTRATION S.A.,
en abrégé "BPFA",
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Catégorie: Domiciliataires de sociétés (article 28-1)

COGENT INVESTMENT OPERATIONS LUXEMBOURG S.A.,
1A, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach

Luxembourg, le 30 juin 2003.

Commission de Surveillance du Secteur Financier,

Charles Kieffer
Directeur

Jean-Nicolas Schaus
Directeur Général